

L'Etat débloque 790 millions de DA

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4246 - Ven. 11 - Sam. 12 août 2017 - Prix : 10 DA

Figures emblématiques de la scène culturelle de la région

Ath Douala rend hommage à Matoub Lounès, Mouloud Feraoun, Amar Imache et Rachid Aliche

Bedoui à propos de l'immigration clandestine

«Des organisations criminelles se sont infiltrées, nous devons les combattre»

L'apothéose menacée

Par Mohamed Habili

A des envoyés américains en tournée dans le Golfe dans le cadre d'une nouvelle mission de bons offices auprès du Qatar et de ses quatre boycotteurs, le ministre égyptien des Affaires étrangères leur a répété qu'il n'était pas de réconciliation possible si le Qatar ne satisfaisait pas aux 13 conditions, les mêmes depuis le début de la crise, qui lui sont posées. Comme ce dernier ne se montre guère disposé à se soumettre ne serait-ce qu'à une seule d'entre elles, et que les effets du boycott dont il est l'objet ne sont jusque-là que d'ordre politique, et encore paraissent-ils plutôt mitigés, la crise semble faite pour durer longtemps. Si le boycott ressemblait peu ou prou à ce que le Qatar affecte d'y voir, c'est-à-dire un blocus qui ne dit pas son nom, on pourrait peut-être parier sur une évolution de la crise, que ce soit pour le meilleur ou pour le pire, le niveau de vie des Qataris, l'un des meilleurs au monde, devant alors commencer à s'en ressentir. Ce n'est pas du tout ainsi que les choses se présentent. On n'a pas entendu, en tout cas pas encore, les Qataris se plaindre de ce que des pénuries, touchant des produits qui ne seraient même pas de première nécessité, se soient déclarées, et menacent d'empirer. Non seulement rien de tel n'est arrivé, mais il semble bien que cela n'est pas près d'arriver. Et pour cause, le Qatar n'est pas isolé.

Suite en page 3

Le marché du bétail dopé par l'approche de l'Aïd El Adha

Une saignée des bourses annoncée

● D' Ali Machane : «La santé du cheptel échappe totalement aux vétérinaires»



L'Aïd El Adha se fait déjà sentir. Comme cela est de coutume, à moins de trois semaines de cette fête, éleveurs et vendeurs de moutons trouvent l'occasion propice pour se remplir les poches au détriment des bourses modestes. Ces jours-ci, des marchés destinés à la vente de moutons ont été ouverts un peu partout.

Lire page 2

Tomate industrielle à Chlef

Surplus de production et manque d'unités de transformation



Concerts de tech/deep-house
3^e édition du Holi festival of colors

Le marché du bétail dopé par l'approche de l'Aïd El Adha

Une saignée des bourses annoncée

■ L'Aïd El Adha se fait déjà sentir. Comme cela est de coutume, à moins de trois semaines de cette fête, éleveurs et vendeurs de moutons trouvent l'occasion propice pour se remplir les poches au détriment des bourses modestes. Ces jours-ci, des marchés destinés à la vente de moutons ont été ouverts un peu partout.

Par Meriem Benchaouia

Les prix sont tellement élevés que beaucoup de pères de famille au revenu moyen passeront certainement un Aïd sans sacrifice. C'est l'amer constat que tout le monde peut faire à travers tous les espaces de vente. En effet, après les dépenses faramineuses durant le mois sacré du ramadhan et les vacances d'été, vient maintenant l'Aïd El Adha pour donner le coup de grâce aux familles algériennes qui se plaignent constamment de la cherté de la vie et de la baisse du pouvoir d'achat. Le mouton de l'Aïd est devenu un lourd fardeau pour les petites bourses qui n'arrivent même pas à subvenir à leurs besoins. La problématique ne se résume pas seulement au pouvoir d'achat qui constitue en lui-même un handicap majeur pour les citoyens, mais il ne faut guère négliger la hausse des prix inexplicables, exercée par les marchands de bétail, en gros ou en détail. Maintenant, on constate la prolifération de points de vente anarchiques défiant la réglementation, délimitant les aires de vente et piétinant les règles d'hygiène au vu et au su des services concernés. En effet, de nombreux points de vente clandestins ont été enregistrés ces derniers jours. Nombre de personnes se sont donc improvisées maquignons ou revendeurs bien qu'elles ne connaissent rien au métier. L'augmentation des prix ne s'arrêtera donc pas en si bon chemin. D'où la difficulté des services vétérinaires de contrôler le cheptel. Le moins cher des moutons, plutôt des agneaux, ne coûte pas moins de 35 000 DA. Tandis que



Ph.D.R.

emprunts pour passer dignement la dernière fête de l'Aïd-el-Fitr et faire face aux dépenses des vacances. Je n'ai pas encore remboursé ces dettes qu'il faut que j'en fasse encore», se plaint un fonctionnaire et papa de quatre enfants. Par ailleurs, et en dépit de la cherté des moutons, certaines familles tiennent à observer le rite selon leurs moyens. A Alger, malgré un arrêté de la wilaya interdisant la vente de moutons dans les quartiers, nombreux sont ceux qui continuent à écouler leurs bêtes dans des locaux ou des hangars non réglementés. Rencontré dans un quartier de Zéralda, Djamel, la quarantaine, expose une vingtaine de moutons, dont l'allure et la taille moutons étaient révélatrices de leur prix élevé. En outre, certains citoyens préfèrent se diriger vers les éleveurs faisant partie de leurs «connaissances» et en qui ils ont une entière confiance, même si parfois il leur faudra payer quelque milliers de dinars supplémentaires. **M. B.**

le prix d'un bélier cornu varie entre 50 et 65 000 DA. De même le mouton ne dépassant pas deux ans est proposé entre 50 et 70 000 DA. Les maquignons estiment, par ailleurs, que la fête de l'Aïd El Adha, compte tenu du fait qu'elle constitue une période de forte demande, donne également lieu à l'apparition d'un grand nombre d'éleveurs occasionnels dont l'influence sur le marché est, insistent-ils, «indéniable». Face à cette hausse des prix, de nombreuses familles ont décidé de ne pas faire le pas cette année. «Je n'ai pas les moyens pour l'achat d'une bête à 60 000 DA», confie un père de famille. Même son de cloche chez les retraités. Accompagné de ses deux fils, un autre père de famille s'est justifié : «Je suis là juste pour regarder les prix, mais je ne pense pas que j'achèterai un mouton cette année». Un véritable dilemme se pose aux chefs de famille à l'approche de cette fête. Acheter le

mouton quitte à s'endetter, lesquels attendent cet événement avec joie et une grande impatience. «Je n'arrive pas à fermer l'œil, depuis un certain moment. Moi, c'est durant l'été, avant même la fin du mois de ramadhan que j'ai commencé à me faire du souci

pour l'Aïd-el-Kebir. J'étais sûr que je ne parviendrais pas à assurer un mouton à ma famille. Mon salaire est la seule rentrée financière de ma petite famille. Mes enfants sont trop petits pour m'aider dans les charges. Et puis, il y a leur école. J'ai déjà souffert et fait mille

Points de vente de moutons

23 sites installés à travers le pays

PAR AILLEURS, vingt-trois sites seront installés pour la vente directe des moutons de l'Aïd El Adha, et ce, à partir d'aujourd'hui, apprend-on auprès du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Cette décision a été prise lors d'une réunion qui a regroupé, mercredi dernier à Alger, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, avec les cadres du secteur, les représentants de la Chambre nationale de l'agriculture (CNA), de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA) et la Fédération nationale des éleveurs, qui avait porté sur les conditions de mise en œuvre de l'opération de l'Aïd El Adha. Ces 23 sites retenus sont situés dans les

quatre grandes wilayas, à savoir Alger, Annaba, Constantine et Oran, sachant que pour la capitale un appoint de cinq autres sites a été défini dans quatre wilayas limitrophes. Pour la wilaya d'Alger, six sites de vente ont été aménagés aux Pins maritimes, Bab Ezzouar, Ain Benian, El Hamiz, Rouiba et Birtouta. S'y ajoute l'appoint de cinq autres sites situés dans les quatre wilayas limitrophes, à savoir Tizi-Ouzou, Boumerdes, Bliida et Tipaza. Pour la wilaya de Constantine, cinq sites ont été identifiés à El Khroub, Oueld Rahmoun et Ibn Zied. Dans la wilaya d'Oran, les quatre sites retenus sont sis à Es-Senia, Tafaraoui, El Kerma et Messerghin. Pour la wilaya d'Annaba, il a été retenu trois sites à El Bouni et El Hadjar. **R. N.**

D' Ali Machane, vétérinaire et consultant auprès d'organismes internationaux

«La santé du cheptel échappe totalement aux vétérinaires»

Le Jour d'Algérie : A quelques semaines de l'Aïd El Adha, la question de la conformité des abattoirs se pose. Qu'en est-il exactement ?

D' Ali Machane : En ce qui concerne la conformité dans les abattoirs, il n'y a pas lieu d'en parler. Elle n'existe pas. Sur le niveau national, les abattoirs se conformant aux normes nationales et internationales se comptent sur les doigts d'une seule main, à l'instar de l'abattoir relevant du secteur public de Djelfa réalisé par une entreprise espagnole. Il y a plutôt des tueries modernes. Malheureusement, les investisseurs dans ce domaine ne se réfèrent jamais, ou rarement, aux professionnels pour l'élaboration du plan de l'abattoir. Ils se dirigent vers des bureaux d'études, qui pour la plupart du temps sont dépassés pour ce genre d'études. Bien souvent, ils ignorent même comment fonctionne un abattoir sur le terrain selon les normes en usage. Pour illustrer cela, je citerai l'abattoir des Eucalyptus, de Lakhdaria et de Tébessa, relevant du privé, réalisés par une entreprise chinoise et qui ont coûté le double de leur prix.

Qu'en est-il de la santé du cheptel destiné au sacrifice 2017 ?
La santé du cheptel est entre les mains des maquignons, faisant qu'elle échappe

totalement aux vétérinaires. Les maquignons achètent un peu partout leur cheptel et se contentent de faire quelques injections juste pour avoir le certificat de bonne santé leur permettant de faciliter le déplacement du cheptel.

L'année passée les moutons étaient engraisés avec un produit «bizarre» faisant que la viande était impropre à la consommation. Risque-t-on de voir ce scénario se répéter cette année ?

Oui, le risque est toujours présent tant que les produits pénètrent le territoire national avec une complexité à tous les niveaux.

A qui justement incombe la responsabilité pour éviter de tromper le citoyen ?

La responsabilité est générale, allant des autorités au ministère de l'Agriculture jusqu'aux vétérinaires.

Pour les premières, il leur incombe d'ordonner une interdiction absolue de vendre les moutons à chaque coin de rue, et surtout de veiller à l'application stricte de cette interdiction. Concernant le ministère de l'Agriculture, il s'agira pour lui de marquer le cheptel avec un numéro d'identification nationale au niveau de chaque wilaya, et par la suite contrôler ce dernier 4 mois avant le sacrifice, et ce, afin de connaître le cheminement et la vente

du cheptel strictement dans des places à bestiaux. Quant aux vétérinaires, ils doivent opérer un contrôle sanitaire par rapport au certificat en possession du vendeur avec le numéro d'identification dûment signalé dans le certificat, sachant que tous les éleveurs sont normalement recensés avec un numéro d'identification. Encore une fois, normalement tout peut être contrôlé, mais la réalité est toute autre.

Importer des moutons du Soudan pour faire baisser les prix, sachant que le facteur sanitaire de ce cheptel a toujours été pointé du doigt, est-ce vraiment la solution ?

A mon sens, il s'agit de l'arnaque du siècle. Importer des moutons du Soudan ne fera jamais baisser les prix. Ce n'est pas la même qualité que celle du cheptel national. Les citoyens ne sont pas dupes, ils n'en voudront pas combien même la différence du prix serait de 10 000 ou 7 000 DA. Pour rappel, en 1989, l'Algérie avait importé des moutons d'Australie. Aucun de ces moutons n'a été sacrifié pour le rite de l'Aïd El Adha.

Importer les moutons ne fera que créer un autre problème, celui de voir ce cheptel importé à coup de devises entre les mains de la contrebande aux frontières. **L. N.**

Ph.D.R.



Propos recueillis par Lynda Naili

A moins d'un mois de la célébration de l'Aïd El Adha, la question de la santé du cheptel destiné au sacrifice s'impose, d'autant plus que le scandale de la viande putréfiée de mouton de l'Aïd El Kebir 2016 est encore dans la mémoire des citoyens. A cet effet, pour Le Jour d'Algérie, le Dr Ali Machane revient sur ce sujet.

Bedoui à propos de l'immigration clandestine

«Des organisations criminelles se sont infiltrées, nous devons les combattre»

■ «La prise en charge sanitaire et sociale de tout étranger vivant sur notre territoire national, y compris des ressortissants africains venus à cause des guerres et des crises, est pour nous une responsabilité, une tradition et une culture, mais malheureusement des organisations criminelles se sont infiltrées parmi eux et nous devons les combattre». C'est la déclaration faite avant-hier à Tamanrasset par Noureddine Bedoui, ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.

Par Lynda Naili

Noureddine Bedoui, affirmant que par «responsabilité, tradition et culture» l'Etat algérien garantissait «une prise en charge sanitaire et sociale à tous les étrangers présents sur son territoire, y compris les ressortissants africains venus en raison des guerres et des crises dans leurs pays», dira que «malheureusement des organisations criminelles se sont infiltrées parmi eux» et qu'à ce titre «nous devons les combattre». Et à Bedoui de rappeler, à ce sujet, l'injonction faite par le président de la République : «La prise en charge de tout étranger vivant sur notre territoire national est de la responsabilité de l'Etat algérien, et ce, jusqu'à son départ». Ainsi, à Aïn Salah, en réponse aux préoccupations soulevées par les présidents d'APC lors d'une réunion avec les cadres de cette wilaya déléguée, concernant l'augmentation de l'immigration clandestine, Noureddine Bedoui, rétorquera que l'Algérie est déterminée «à prendre toutes les mesures légales en conformité avec les chartes internationales pour la préservation de la sécurité et de la stabilité de l'Algérie et la protection de ses frontières». A ce sujet, il rappellera que la commission nationale chargée du dossier «avait pris des mesures strictes en vue d'éradiquer les réseaux criminels qui se livrent au trafic et à l'exploitation des femmes et des enfants sur notre



PH/D. R.

«La décentralisation dans la prise de décision avant la fin de 2017»

Par ailleurs, Noureddine Bedoui a annoncé, depuis la wilaya déléguée de Aïn Salah, que son département présentera au gouvernement, avant la fin de l'année en cours, des procédures «juridiques» en vue de «consacrer une véritable décentralisation dans la prise de décision» au niveau des wilayas déléguées instituées en 2014.

Lors d'une rencontre avec les élus locaux de cette wilaya déléguée et le wali de Tamanrasset, Bedoui informera qu'«actuellement en phase de transition, les wilayas déléguées seront promues en wilayas à part entière sur la base d'une évaluation effectuée par le ministère». Aussi, exhortera-t-il les responsables et les élus de ces wilayas à œuvrer à la concrétisation d'une dynamique économique et d'investissement en s'appuyant sur les capacités naturelles et ressources humaines dont elles recèlent, notamment la catégorie des jeunes.

L. N.

territoire à des fins criminelles». Aussi, déplorant que «ces groupes qui se trouvent au niveau des frontières avec le Niger et le Mali travaillent malheureusement avec des Algériens», il fera part de l'arrestation «l'année dernière» de «certains criminels». Rappelant que «cette démarche se fera en coordination avec le

ministère des Affaires étrangères et ses homologues du Niger et du Mali et plusieurs autres pays africains», Bedoui assurera que «toutes les mesures strictes seront prises avec plus de fermeté, pour venir à bout de ce phénomène et préserver notre sécurité et notre stabilité».

Inondations dans le sud du pays

«Tous les sinistrés seront pris en charge»

S'agissant des préjudices causés par les pluies la semaine dernière dans le sud du pays, Noureddine Bedoui a rassuré que l'Etat accompagnera tous les citoyens victimes des catastrophes naturelles, y compris les sinistrés des dernières pluies qui se sont abattues sur les wilayas du Sud, et ce, «en application des directives du président de la République Abdelaziz Bouteflika». Présentant les condoléances du gouvernement aux familles des victimes, le ministre soutiendra que «tous les sinistrés seront pris en charge», non sans rappeler aux victimes que «l'Algérie est un Etat social et ne renoncera pas aux valeurs qu'il prône».

Lynda Naili/APS.

Promotion des métiers de l'artisanat

L'Etat débloque 790 millions de DA

Un grand intérêt est accordé par les pouvoirs publics à la corporation des artisans sur les plans encadrement et accompagnement. En vue de promouvoir et améliorer ce secteur qui contribue à la création de postes d'emploi et à la croissance économique, 790 millions de DA ont été débloqués du Fonds de soutien au profit des artisans, selon le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hacène Mermouri. Le secteur de l'artisanat en Algérie fait face à de nombreuses difficultés. Plusieurs contraintes découragent cette catégorie de professionnels déjà fragile et vulnérable de poursuivre l'exercice du métier. Le problème majeur de ces artisans est l'absence d'un réseau organisé de distribution et de commercialisation. L'approvisionnement en matière première reste également l'un des handicaps majeurs pour le développement de la profession. Mais ce n'est pas tout. On avance une autre difficulté liée à la qualité des produits artisanaux

algériens. La moitié des employés sont des apprentis formés directement dans les ateliers familiaux où la transmission du savoir se fait de père en fils. La prise en charge de cet aspect important impose la mise en place d'un programme de formation au profit des artisans pour l'amélioration de la qualité.

Prenant conscience de cette situation, l'Etat a commencé à consentir des efforts pour la relance de ce secteur et la prise en charge de ses problèmes. Lors d'une déclaration à la presse à l'issue de l'ouverture du 4^e Salon de l'artisanat organisé par la Chambre de l'artisanat de la wilaya d'Alger, le ministre, mettant l'accent sur la nécessité d'encourager et de soutenir l'artisanat en fournissant de grands efforts pour la promotion de ce produit traditionnel qui reflète la mémoire et les symboles culturels, civilisationnels et historiques de la nation, fera savoir que le secteur de l'artisanat bénéficie pour la énième fois d'une aide de l'Etat d'une valeur

de 790 millions de DA débloqués du Fonds de soutien au profit des artisans. L'importance de la formation est également accordée par le secteur pour la réalisation de nouvelles infrastructures à travers toutes les villes du pays pour enfin promouvoir le produit artisanal et touristique et préserver un secteur vital. Le ministre du secteur souligne, dans ce sens, que 1 553 artisans ont bénéficié d'une formation dans le domaine de la gestion et des designs en vue de promouvoir la qualité du produit et l'adapter aux besoins des clients. Pour les infrastructures, M. Mermouri fera savoir que 741 locaux ont été distribués au profit des artisans à l'échelle nationale afin de faciliter la commercialisation et la production des produits artisanaux. En effet, des micro-entreprises sont créées chaque jour dans le cadre des dispositifs d'aide de l'Etat en raison de la place qu'occupe l'activité artisanale dans l'économie nationale. Le ministre met aussi en exergue la participation des

artisans aux différentes expositions internationales en vue de commercialiser et promouvoir le produit artisanal, ajoutant que le ministère compte mettre en place prochainement des marchés réservés à la vente de ces produits artisanaux.

Sur une question relative au secteur du tourisme qui peine à décoller dans notre pays, le ministre reste tout de même optimiste. Pour lui, le secteur n'est pas dans le déclin comme le pense la majorité des Algériens. Il avance comme preuve que plusieurs hôtels et plages nationales connaissent une saturation durant cette saison, en dépit du déséquilibre enregistré entre l'offre et la demande motivé par le manque des centres d'hébergement. «Le nombre d'Algériens qui passent leurs vacances en Algérie et ceux qui visitent le pays est plus important que les 4 millions qui partent en Tunisie ou ailleurs», avance Hacène Mermouri, précisant que «si les Algériens préfèrent passer leurs vacances hors

LA QUESTION DU JOUR

L'apothéose menacée

Suite de la page une

S'il n'a plus accès à certains débouchés, d'autres se sont aussitôt ouverts devant lui à titre de compensation, si bien qu'il a continué d'échanger avec le monde pour l'essentiel comme si de rien n'était. Au point qu'il ne serait pas exagéré de dire que jamais un boycott n'a en réalité ressemblé aussi peu à un blocus. Si le Qatar en a été quelque part affecté, c'est seulement dans sa superbe, une mise en quarantaine concertée étant réservée en général à un pays paria, à l'opposé donc de ce qu'il est censé être. Mais de ce choc, de cette ecchymose sur son ego, il semble qu'il soit déjà remis. La thérapie lui a coûté quelques millions de dollars, mais retrouver son éclat n'a pas de prix. C'est probablement ainsi qu'il faut interpréter ce grand show à la gloire non pas tant de Neymar que de la bourse qui a pu l'offrir à l'équipe parisienne de football, c'est-à-dire à Paris, la Ville Lumière. Ce n'est pas un paria qui aurait pu offrir à sa belle un joyau de ce prix. Reste que cette belle opération de marketing n'a pas fait dissiper le spectre d'un ratage de l'apothéose en préparation depuis quelque temps, et qui s'appelle la Coupe du monde de football. Les pays qui le boycottent ne peuvent rien contre lui, soit, mais ils peuvent gâcher la fête. Ils peuvent même peut-être, sans rien faire d'autre que de camper sur leur position à son encontre, la faire annuler. Un pays que d'autres accusent de soutien au terrorisme, c'est-à-dire de terrorisme, n'est pas a priori le mieux placé pour accueillir une fête de la fraternité qu'est forcément une grande compétition sportive. Tous ceux qui de par le monde n'avaient déjà pas aimé que ce soit à un pays comme lui d'organiser la Coupe du monde peuvent se saisir de l'occasion qui leur est ainsi offerte pour redemander qu'il en soit dessaisi. Maintenant il est vrai qu'on n'entend encore rien de tel. Mais c'est peut-être seulement parce que la crise ne fait que commencer, outre que le Qatar a des amis qui comptent dans le monde, qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour normaliser sa situation dans les meilleurs délais. Il se peut aussi que ce soit juste parce que la fête est encore suffisamment lointaine pour qu'on n'y pense pas encore. Mais gageons que le Qatar par contre ne fait que cela, lui : y penser.

M. H.

du pays, ils sont libres de choisir leur destination touristique comme cela se fait dans d'autres pays». Concernant le tourisme saharien, une commission sectorielle est mise en place au niveau du ministère du Tourisme et de l'Artisanat dans le cadre des préparatifs de cette saison préférée par les touristes, notamment les étrangers.

Louiza Ait Ramdane

Plusieurs boulangeries fermées depuis le début de l'été

La tension sur le pain persiste

■ A Alger, il faut se lever très tôt pour acheter le pain. A 5 heures du matin des clients se pointent déjà devant les quelques boulangeries encore ouvertes pour s'approvisionner. Une crise latente en début d'été, devenue ces derniers jours insupportable. Sur les six boulangeries du centre de la capitale, à titre d'exemple, une seule est fonctionnelle. Certains boulangers sont en congé, d'autres invoquent des pannes ou des travaux. Ce scénario n'est pas propre aux quartiers d'Alger-Centre, la quasi-totalité des wilayas sont touchées.

Par Yacine Djadel

«**D**urant les années passées, cette perturbation n'était constatée qu'à l'occasion des fêtes de l'Aïd. Cette année elle dure depuis deux mois», s'indigne une mère de famille qui dit recourir à la préparation du pain traditionnel à la maison. «Mes enfants ne peuvent rien manger sans pain, je suis obligée de me retrousser les manches», explique-t-elle. Pour bien d'autres clients, l'absence d'organisation est la source du problème. «Il est inconcevable que la plupart des boulangeries desservant une localité prennent leur congé annuel en même temps», estime de son côté un jeune résident rencontré à la rue Burdeau (Alger-Centre). Dans ce quartier, il y a deux boulangeries, mais il n'en reste qu'une seule, l'une

d'entre elles ayant baissé rideau depuis plusieurs semaines. En conséquence, dans celle toujours ouverte, on vend la baguette de pain normal, que l'on présenterait comme améliorée, à 15 DA. Hélas, les gens, faute de choix, achètent. Pis encore, en raison du monopole qui tend à s'imposer comme règle commerciale, les prix ne cessent d'augmenter au grand dam des citoyens, censés acheter du pain subventionné par l'Etat à 8,50 DA. En fait, depuis quelques jours, la baguette, de piètre qualité, vendue sur les trottoirs et les places des marchés publics a augmenté à 20 DA. L'informel, en toute vraisemblance, est alimenté par des boulangeries. Ces dernières apprennent, préparent leur quota quotidien puis ferment sans se soucier, outre mesure, des clients, obligés d'aller s'approvisionner auprès de vendeurs anarchiques à un prix



plus élevé et dans des conditions d'hygiène qui laissent à désirer. En attendant que cette

crise, que rien ne peut justifier, prenne fin, tout porte à croire que le simple citoyen aura à

subir cette situation de pénurie durant toute la saison estivale. A la rentrée, tout rentrera dans l'ordre, mais à quel prix ? «Il est inadmissible de se lever à l'aube pour acheter du pain, de faire une chaîne interminable ou se chamailler sous un soleil de plomb pour une baguette», s'insurge un autre citoyen qui pointe du doigt les responsables chargés d'organiser cette activité et de veiller à la disponibilité et l'approvisionnement des clients. Contacté pour connaître sa version quant à cette situation de pénurie, le président de l'Association nationale des commerçants et artisans, Hadj Tahar Boulenouar, était injoignable hier. En somme, peu importe les raisons de ce manque flagrant en pain, le citoyen est en droit d'acheter sa ration quotidienne de cette denrée plus qu'indispensable cette saison estivale.

Y. D.

Direction générale des forêts (DGF)

17 400 ha touchés par les feux de forêt en une semaine

Durant la période allant du 3 au 9 août en cours, il a été enregistré 383 foyers d'incendies de forêt, ayant parcouru une superficie totale de 17 400 ha, souligne jeudi la Direction générale des forêts (DGF), dans un communiqué.

La DGF fait savoir que 10 704 ha de forêts, 3 466 ha de maquis et 3 230 ha de broussaille, ont été touchés par les feux, soit une moyenne de 55 foyers par jour et une superficie de 45 ha par foyer.

Selon le communiqué, les wilayas les plus touchées par les feux de forêt sont en premier lieu Béjaïa avec 5 477 ha et un total de 184 foyers, suivie par la wilaya de Guelma avec 5 368 ha et un total de 38 foyers, la wilaya de Skikda 4 783 ha et un total de 152 foyers, et Tizi Ouzou avec 2 722 ha et un total de 241 foyers. Annaba, El Taref, Médéa, Jijel, Sétif et Ain Defla figurent également dans la liste des dix wilayas ayant été touchées par les feux de forêt tout au long de la période indiquée.

La DGF précise, dans ce cadre, que le dispositif de prévention et de lutte mis en place

depuis le 1^{er} juin 2017, sera maintenu jusqu'à la fin de la campagne, prévue le 31 octobre de cette année. Dans le cadre de la campagne de prévention et de

lutte contre les incendies de forêt, la DGF lance un appel aux citoyens pour plus de vigilance. Comparativement à la même période du 3 au 9 août 2016, il a

été enregistré 1 925 foyers ayant parcouru une superficie totale de 30 033 ha dont 15 104 ha de forêts, 7 553 ha de maquis, et 7 376 ha de broussailles, soit une

moyenne de 28 foyers par jour et une superficie de 16 ha par foyer, a relevé le communiqué de la DGF.

Saïd N.

Plus de 1200 ha d'arbres fruitiers détruits par les feux à Béjaïa

Une vingtaine de communes touchées par les pertes

LES DERNIERS et nombreux incendies de forêt enregistrés dans la wilaya de Béjaïa depuis le début de l'été, et notamment ces dernières semaines, ont touché, outre le couvert végétal (maquis, chêne-liège, chêne-vert, cèdre, etc.), le secteur agricole, entre autres des vergers, des cultures, etc. dans au moins 20 communes (Ouzelaguene, Ath M'likèche, Tazmalt, Akfadou et Ighram). Les incendies ont détruit plus 1 200 ha d'arbres fruitiers. Ainsi, des milliers d'oliviers, figuiers, cerisiers, amandiers, caroubiers, ruches et des dizaines de poulaillers sont partis en fumée. «Nos commissions sont sur le terrain pour recenser les dégâts causés par les derniers incendies aux exploitations agricoles et autres biens appartenant notamment aux paysans de la région», a indiqué, la fin de la semaine dernière, un responsable de la Direction des services agricoles (DSA) de Béjaïa sur radio Soummam. Selon lui, plus de 380 hectares d'oliviers, 44 ha de figue-

raies et 300 ha de ceriseraies ont été ravagés par les feux. Le bilan est plus lourd qu'on ne le pensait. 2 bovins, 25 chèvres, 520 poules pondeuses, 1 400 poulets de chair, 250 ruches et 4 étables ont également péri. «Ce bilan catastrophique n'est que provisoire», souligne-t-il, précisant que des agents de la DSA en charge de l'opération de recensement des dégâts n'ont toujours pas achevé leur travail. Il a également précisé que des milliers d'oliviers ont été brûlés à Ouzelaguene et des centaines d'hectares de cerisiers ont été entièrement dévastés à Akfadou.

Après le recensement de toutes les pertes, le ministère de l'Agriculture procédera aux «compensations» des fellahs et éleveurs. L'opération de dédommagement consistera en la plantation et réhabilitation des vergers détruits par les incendies, d'ouverture et de réaménagement de pistes agricoles, de renforcement de points d'eau et d'amélioration foncière, de compensation

des ruchers et cheptels qui ont péri dans les incendies. Les opérations de dédommagement, a-t-il assuré, «débuteront dès que les commissions de wilaya auront remis leurs rapports d'évaluation des dégâts». «Les victimes de ces incendies auront toute la solidarité du gouvernement pour compenser les pertes et redonner vie aux espaces ravagés par les flammes», assure-t-on. «Nous avons les moyens pour replanter tous les arbres détruits», fait observer le responsable.

«Nous disposons des capacités nécessaires en plants et sommes en mesure de réhabiliter tous les arbres fruitiers détruits par le feu et de replacer les ruchers détruits par les flammes». A noter que jeudi dernier la Caisse régionale de mutualité agricole a annoncé que les fellahs dont les cultures sont assurées auprès de la Caisse seront dédommagés une fois les rapports d'évaluation bouclés.

Hocine Cherfa

Sensibilisation sur la sécurité routière

Plus de 4 000 usagers ciblés en juillet dernier à Tizi Ouzou

Les actions de sensibilisation sur la sécurité routière menées par les services de police de la Sûreté de wilaya de Tizi Ouzou ont touché, durant le mois de juillet dernier, 4 262 usagers de la route, a-t-on indiqué jeudi dans un communiqué.

Ce travail, inscrit dans le cadre de la prévention des accidents de la circulation à travers l'information des citoyens sur les mesures de sécurité et le comportement à adopter pour préserver leur vie sur les routes et réduire le nombre de catas-

trophes, se déroule au niveau des axes routiers, des placettes publiques et des différentes manifestations organisées par la police à l'occasion des différents événements, précise le communiqué.

Durant le mois de juillet, le service de la sécurité publique de la Sûreté de wilaya a recensé 64 accidents de la route sur le territoire de la wilaya de Tizi Ouzou, faisant deux morts et 71 blessés, a-t-on précisé dans le bilan mensuel des activités de la police. La même période a été mar-

quée par le retrait de 346 permis pour diverses infractions au code de la route, a-t-on souligné. S'agissant de la lutte contre les crimes et délits contre les personnes et les biens, 15 personnes ont été placées en détention pour leur implication dans les 124 affaires traitées par la police judiciaire durant le mois écoulé, ajoute le texte. Par ailleurs, 17 infractions à la législation des stupéfiants et substances psychotropes ont été recensées, pour lesquelles 37 prévenus ont été présentés

devant le parquet, dont 23 placés en détention provisoire, a-t-on fait savoir. Le bilan de la police fait également état de 407 opérations coup-de-poing menées dans les lieux publics dans le cadre de la lutte contre la criminalité urbaine et qui se sont soldées par la mise en détention préventive de 25 individus sur les 65 présentés pour différents délits, notamment pour port d'arme blanche, détention de stupéfiants, détention de psychotropes et séjour illégal, a-t-on conclu. **Radia Z.**

Tomate industrielle à Chlef

Surplus de production et manque d'unités de transformation

■ La filière de la tomate industrielle à Chlef a enregistré, durant cette saison, un bond considérable dans sa production dû à une hausse du rendement à l'hectare estimé entre 850 et 900 qx, ainsi qu'une augmentation de la surface exploitée de 600 ha à 1 076 ha actuellement.

Par Safia T.

Face à cette production en hausse, la wilaya de Chlef ne compte qu'une seule unité de transformation privée, qui peine à gérer le surplus de production, provoquant le mécontentement des agriculteurs, irrités devant les longues files d'attente et inquiets des dégâts occasionnés à leur production, a-t-on constaté. Cependant, des efforts sont consentis par la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya, selon le responsable du secteur, Mokhtar Belaid, afin de promouvoir une industrie de transformation et agroalimentaire dans cette région, dont la production prévisionnelle de tomate industrielle, pour la présente campagne, est estimée à 807 000 qx, au vu des conditions climatiques régnantes et de la hausse constatée au volet rendement, a-t-il affirmé. Après s'être félicité des indices de production



positifs de la filière, il a déploré le problème de transformation posé dans la wilaya, qui ne compte en tout et pour tout qu'une seule unité, accueillant en plus de la production de Chlef, celles d'Ain Defla et de Relizane. Pour ce responsable, la tension enregistrée sur l'unique unité de transformation de la wilaya est due «à un mûrissement précoce de la récolte de tomate industrielle, dont le volume de production a dépassé toutes les prévisions, grâce notamment à l'usage des techniques du goutte à goutte et des engrais, conjugués aux bonnes conditions climatiques», a-t-il expliqué. Il a annoncé, en outre, une action de la DSA visant l'organisation de la récolte, ainsi que le recensement des pertes déclarées par les agricul-

teurs. Selon le chargé du service commercial, Sadek Meriem Khorafa, l'unité de transformation en question a procédé au relèvement de ses capacités par la création d'une deuxième chaîne de production, lui permettant ainsi l'accueil de 1 300 tonnes de tomates/jour, sachant que cette unité a conclu des contrats avec 198 agriculteurs de Chlef, Ain Defla et Relizane. «Pour éviter un tassement de la production, un programme spécial a été fixé afin de permettre aux fellahs de récolter leur production suivant les capacités de transformation de l'usine, les deux s'étant accordés sur une récolte de 12 qx/ha/J», a-t-il fait savoir. Néanmoins, les agriculteurs rencontrés par l'APS dans les files d'attente formées devant l'unité de transformation,

ont exprimé leur mécontentement à l'égard de leurs pertes, estimant la tomate non récoltée à 60%. Ils ont également évoqué les désagréments causés aux gros tonnages, dont l'attente dans les files peut aller jusqu'à 48h. Une durée qu'ils assurent suffisante au pourrissement des tomates. «De grandes quantités sont jetées dans les oueds au vu des chaleurs régnantes», ont-ils déploré.

Vers la création d'une coopérative des producteurs de la tomate industrielle

Selon le président de l'Association de la tomate rouge, des producteurs de la tomate industrielle, Mohamed

Benyamina, des mesures ont été prises afin de gérer cette crise et préserver l'intérêt des producteurs de la filière, par la création notamment d'une coopérative des producteurs de la tomate industrielle qui aura pour mission la gestion de ce type de problèmes insi que la défense des droits des agriculteurs. Cette même coopérative se chargera, également, a-t-il ajouté, de fixer un programme pour la culture de la tomate de façon à ce que sa récolte ne se fasse pas dans la même période, et ce, dans un souci de réduction des files d'attente devant l'unité de transformation. Il s'agira également d'œuvrer à l'encadrement des contrats signés avec les unités de transformation et le développement de la filière en général. S'exprimant sur le surplus de production enregistré et le rejet de grandes quantités de tomates dans les oueds, M. Benyamina a évoqué «la faiblesse de la capacité d'accueil de l'unité de transformation, qui devait, selon lui, entamer l'accueil du produit depuis juin dernier afin de réduire les pertes des agriculteurs qui ont dû abandonner 60% de leurs récoltes». «Des sorties sur terrain sont actuellement effectuées par la DSA au niveau des exploitations agricoles touchées afin de constater de visu les dégâts occasionnés aux fellahs, et élaborer un rapport qui sera soumis au ministère de tutelle», a encore fait savoir le responsable du secteur, Mokhtar Belaid, qui a appelé chaque partie à assumer ses responsabilités. La culture de la tomate industrielle à Chlef est essentiellement concentrée dans les régions d'Ouled Ben Abdelkader, Ouled fares, El Karimia et Oued Fodda, avec une surface globale estimée à près de 1 076 ha, dont la production a atteint, durant la campagne 2015-2016, 475 000 qx. ...

S. T./APS

Pétrole

La production Opep en hausse en juillet

La production de pétrole brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a progressé légèrement en juillet par rapport au mois précédent, soutenue par la Libye et le Nigeria mais aussi par l'Arabie saoudite, selon un rapport de l'Organisation publié jeudi. La production de brut des 14 membres de l'Organisation a atteint 32,87 millions de barils par jour (mbj) en juillet après 32,69 en juin, selon une estimation des sources secondaires (ne provenant pas directement des pays concernés) de l'Opep. «La production de pétrole brut a augmenté principalement en Libye, au Nigeria et en Arabie saoudite», note l'Opep dans un rapport mensuel. C'est surtout la Libye qui, en raison des troubles géopolitiques, est comme le Nigeria exemptée de l'accord de limitation de la production en vigueur, et a vu sa production augmenter. Mais l'Arabie saoudi-

te, l'un des chefs de file de l'Organisation, a aussi vu la sienne progresser modestement de 31 800 barils par jour. Elle a en revanche décliné en Irak, en Angola et au Venezuela, pays touchés par de graves troubles politiques. L'offre mondiale a pour sa part également modestement progressé de 0,17 mbj à 97,3 mbj en moyenne en juillet. L'Opep et d'autres pays partenaires (dont la Russie) ont décidé, fin 2016, de réduire leurs extractions jusqu'en mars 2018 pour limiter l'offre sur le marché mondial et tenter de redresser les prix du baril. Ces pays se sont réunis en début de semaine pour une réunion technique à Abou Dhabi, au cours de laquelle ils ont une nouvelle fois promis de respecter des réductions de leur production. La demande mondiale devrait pour sa part progresser de 1,37 mbj à 96,49 mbj cette année puis de 1,28 mbj à 97,77 mbj en 2018, selon

les prévisions de l'Opep. Elles ont été très légèrement revues à la hausse par rapport au mois dernier en raison notamment de performances économiques meilleures que prévu des pays développés de l'Organisation de coopération et de développement économiques (Ocde) au deuxième trimestre.

Les cours terminent en baisse à New York

Le cours du pétrole à New York a terminé la séance en baisse, ne parvenant pas à rester au-dessus de la barre des 50 dollars après un rapport mitigé de l'Opep, optimiste sur la demande mais montrant aussi une hausse de la production du cartel. Le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en septembre, référence américaine du brut, a terminé à 48,59 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), perdant 97 cents par

rapport à la clôture de mercredi. Le baril avait débuté la séance au-dessus du seuil des 50 dollars. «Le marché a essayé de tester des niveaux de résistance mais n'y est pas parvenu et certains investisseurs qui cherchaient à faire grimper les prix ont dû jeter l'éponge», a avancé Robert Yawger de Mizuho. Pour Mike Lynch de SEER, les acteurs du marché ont aussi «pu être inquiétés par le repli observé sur la Bourse, elle-même affectée par les tensions entre les Etats-Unis et la Corée du Nord». Un rapport de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a de son côté apporté des éléments mitigés sur le marché de l'or noir. Le cartel a, d'une part, «confirmé ce que craignaient les investisseurs depuis plusieurs mois, à savoir une nouvelle augmentation de sa production», a commenté Enrico Chiorando, analyste chez Love Energy.

Salem K./Agences

Tlemcen/ Enseignement supérieur et éducation

Plusieurs infrastructures pour renforcer les secteurs

■ Plusieurs infrastructures seront mises en exploitation lors de la prochaine rentrée universitaire et scolaire 2017/2018 au niveau de la wilaya de Tlemcen, a annoncé mercredi le wali, à l'issue d'un conseil exécutif consacré à la préparation de ces deux rentrées.



Par Lydia O.

Pour le secteur universitaire, il est attendu la réception de 2 000 places pédagogiques

2 000 lits, ainsi que la nouvelle faculté des sciences de la nature et de la vie à Tlemcen, ce qui permettra d'assurer une rentrée universitaire dans de bonnes conditions, a indiqué Benyaïche Ali. Le secteur de l'Éducation

sera renforcé, pour sa part, avec deux groupements scolaires à Ghazouet et Ain El Houtz, dans la commune de Chetouane, quatre collèges d'enseignement moyen (CEM) à Hennaya, à Hammam Boughrara où la demi-

pension sera achevée au mois d'octobre prochain, à Chetouane et à Ouled Mimoun. Ces deux derniers établissements enregistrent des taux d'avancement respectifs de l'ordre de 90 et 95%, a-t-on ajouté. Enfin, achevé l'année scolaire écoulée, le lycée d'Ain Nekrouf d'une capacité de 800 places pédagogiques sera ouvert pour 150 élèves de cette commune qui étaient obligés, auparavant, de se déplacer vers d'autres établissements pour poursuivre leurs études. S'agissant de la levée du gel touchant les projets d'établissements scolaires des wilayas frontalières, le responsable de l'exécutif a instruit les responsables concernés pour la préparation de cahiers des charges. A cette occasion, le wali a insisté sur l'ouverture des cantines scolaires et autres demi-pensions, dès le début de l'année scolaire pour servir aux élèves des rations alimentaires équilibrées. Ces derniers verront, également, le renforcement des moyens de transport scolaire après les aides affectées par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du

territoire à ce domaine pour les communes déficitaires. Des aides sont consenties, également, pour les réparations des cars scolaires en panne, a-t-on fait savoir. Pour sa part, la wilaya de Tlemcen recourra à la location de moyens privés pour assurer le transport scolaire au niveau de localités dépourvues de ces moyens. Par ailleurs, pas moins de 71 000 élèves bénéficieront de l'indemnité de 3 000 dinars, allouée aux élèves démunis, laquelle sera servie dès la rentrée scolaire, a insisté le responsable de l'exécutif. Lors de conseil exécutif, le wali a instruit les directeurs de l'agriculture, des ressources en eau, des travaux publics et de la conservation des forêts pour la proposition de projets qui seront retenus dans un programme spécial pour les zones frontalières de la wilaya de Tlemcen, destiné à améliorer les conditions de vie des citoyens. **L. O./APS**

Bordj Bou Arréridj Ensemencement de 600 000 alevins de carpe argentée au barrage de Ain Zada

QUELQUE 600 000 alevins de la carpe argentée ont été récemment ensemenés dans le barrage de Ain Zada, dans la commune de Taghourt à l'est de Bordj Bou-Arréridj, a-t-on appris auprès de la direction locale de la pêche et des ressources halieutiques. Cette opération, visant la diversification et le renforcement du stock halieutique du barrage de Ain Zada et l'approvisionnement du marché local en poisson frais le long de l'année, permettra également la création de postes d'emploi et une meilleure prise en charge de l'environnement, a souligné la direction. Elle contribue ainsi à la préservation de l'activité de la pêche continentale, qui a connu ces dernières années un développement important, a-t-elle estimé, rappelant que le secteur importait auparavant les alevins de l'étranger. L'opération de reproduction artificielle a été effectuée à la station expérimentale de l'aquaculture et de la pêche continentale située à la commune de Ouricia, au nord de Sétif, et qui produit environ 5,5 millions d'alevins de carpe. L'expérience de la pêche continentale et de l'ensemencement dans les plans d'eau connaît un développement particulier à Bordj Bou-Arréridj, s'est-on félicité, rappelant que la production en la matière avait dépassé l'année dernière les 180 tonnes de poissons. **R. R.**

Algérienne des eaux de Chlef

Plus de 800 millions de DA de factures impayées

Les créances de l'Algérienne des eaux (ADE) de Chlef auprès de ses abonnés ont dépassé les 800 millions de dinars durant cette année, a relevé jeudi le directeur commercial de l'agence. L'unité ADE de Chlef détient plus de 800 millions de dinars de créances auprès de ses abonnés (toutes catégories confondues), dont un taux de 50% (483 391 494.00 DA) auprès des communes et d'organismes publics, a indiqué Djilali Benfarah Abdennour. Après avoir estimé que ces créances constituent une contrainte pour l'amélioration des prestations de son entreprise, et au règlement de ses redevances auprès de la Sonelgaz et de la Cnas, entre autres, il a lancé un appel à tous les abonnés de l'ADE (ménages et organismes publics confondus) en vue de régler leurs dus dans les plus brefs délais, afin d'éviter l'application de mesures répressives à leur

encontre, a-t-il averti. Le responsable a signalé, à cet effet, l'introduction de poursuites judiciaires à l'encontre de plus de 80 clients, qui n'ont pas réglé leur redevances durant le 1^{er} semestre 2017, au moment où d'autres abonnés plus conciliants ont bénéficié d'échéanciers pour régler leurs dettes. Selon le directeur de l'exploitation et de la maintenance auprès de cette unité, Fodil Benmouna, l'amélioration des prestations de l'entreprise est tributaire du recouvrement de ces créances, d'autant, a-t-il ajouté, qu'un taux de 50% de l'eau produite n'est pas facturée à cause des fuites et vols d'eau notamment, signalant l'enregistrement de pas moins de 48 raccordements illicites, durant le premier semestre 2017. Les données fournies par ce responsable font part d'un volume de 20,4 millions de m³ d'eau produits durant le 2^e trimestre 2017 par l'ADE de Chlef,

ayant permis une amélioration de la distribution d'eau au niveau de nombreux quartiers du chef-lieu et de nombreuses communes. M. Benmouna a également signalé le parachèvement attendu, à la fin 2017, des travaux de rénovation du réseau AEP du centre-ville de Chlef, tandis que des actions similaires devront profiter aux réseaux AEP des communes de Bouzeghaia, Taougrite, Zeboudja, Boukadir, et Sidi Okacha, dont les chantiers ont déjà été lancés. Outre les barrages d'Oued Fodda et Sidi Yakoub, la wilaya de Chlef compte une station de dessalement d'eau de mer à Ténés, d'une capacité de production de 200 000 m³/J, dont la contribution est avérée dans l'amélioration de la distribution de ce produit vital au niveau de 28 communes de la région, dans l'attente du parachèvement du raccordement de trois autres localités. **Hatem D./Agences**

Jijel/ Réalisation du port de pêche et de plaisance d'El Aouana

Relance «incessamment» des travaux

Les travaux de réalisation du port de pêche et de plaisance, dans la commune d'El-Aouana dans la wilaya de Jijel, à l'arrêt depuis plusieurs années, seront «incessamment» relancés, a indiqué jeudi, la directrice de la pêche, Nadia Ramdane. «Toutes les contraintes d'ordre financier notamment ayant entravé la réalisation de cet espace de pêche et de plaisance ont été levées», a précisé à l'APS la même responsable, détaillant que l'entreprise devant achever ce chantier a déjà été désignée et le chantier est en phase de

parachèvement des procédures administratives. Ce projet devant ouvrir de nouvelles perspectives de développement des secteurs de la pêche et du tourisme également, devra être réceptionné «dans le courant de l'année 2018», a souligné la même responsable, affirmant que toutes les dispositions nécessaires ont été prévues pour permettre l'achèvement du restant des travaux «dans les délais impartis». Lancé en travaux mai 2008 par le groupement Andrade Gutierrez et Zacope, pour un montant réévalué de 5,16 milliards de

dinars et un délai de 38 mois, ce projet devra permettre d'«alléger la pression exercée actuellement sur les ports de Boudis et Ziama Mansourah», a considéré la même responsable, indiquant que les lots de réalisation des réseaux d'alimentation en eau potable (AEP) et d'assainissement ont été achevés. Cette infrastructure portuaire, située à une vingtaine de km à l'ouest du chef-lieu de wilaya, aura une capacité d'accueil de 70 embarcations de pêche (5 chalutiers, 15 sardinières et 50 petits métiers) et 140 unités de plai-

sance (5 voiliers et 135 plaisanciers), selon la fiche technique du projet. Le port permettra, à terme, d'atteindre le double objectif de développer la pêche et de promouvoir le secteur touristique, avec la perspective de création de nombreux emplois, a-t-on noté. Le port d'El Aouana sera également doté de plusieurs structures et commodités destinées à en faire un «centre de vie» dédié aux activités économique et touristique dans cette région, a-t-on conclu. **A. K./APS**



Libye/Secours aux migrants

La marine interdit l'accès à ses côtes aux navires étrangers

■ La marine libyenne a annoncé jeudi la création, au large du territoire, d'une zone de recherche et de sauvetage qu'elle interdit sauf autorisation aux navires étrangers, en particulier aux ONG patrouillant en eaux libyennes pour secourir des migrants. La mission des ONG engagées dans les secours aux migrants au large de la Libye suscite des tensions dans la région.



Par Amel D.

Italie, qui a vu débarquer plus de 600 000 migrants depuis 2014, essentiellement via la Libye, tente de fermer la route et a mis en place début août un code de conduite imposant transparence et coopération maximum aux ONG de secours en mer, dont plusieurs ont refusé de signer. La Libye a déclaré «officiellement une zone de

recherche et de secours», a déclaré jeudi en conférence de presse le général Abdelhakim Bouhaliya, commandant de la base navale de Tripoli, sans préciser l'étendue de cette zone. «Aucun navire étranger n'a le droit d'y accéder, sauf demande expresse de la part des autorités libyennes», a-t-il souligné. Un porte-parole de la marine libyenne, le général Ayoub Kacem, a précisé que la décision visait explicitement «les ONG qui pré-

tendent vouloir sauver les migrants clandestins et mener des actions humanitaires». Les gardes-côtes libyens sont souvent montrés du doigt par les navires des ONG qui patrouillent au large de la Libye afin de secourir des migrants clandestins et les tensions sont vives. De nombreux migrants sont retenus dans des camps sordides, soumis au travail forcé, à la torture, aux abus sexuels et aux extorsions. Des trafiquants profitent

du chaos qui règne dans le pays depuis la chute du régime de Mouammar Kaddafi en 2011 pour faire passer chaque année des dizaines de milliers de migrants à destination de l'Italie, en échange d'importantes sommes d'argent. Avec des capacités diminuées dans un pays divisé et affaibli, la marine libyenne n'est pas en mesure de sécuriser ses frontières maritimes et a récemment sollicité l'aide de l'Italie.

«Respectez notre volonté»

«Par cette annonce, nous souhaitons envoyer un message clair à tous ceux qui portent atteinte à la souveraineté libyenne et manquent de respect aux gardes-côtes et à la marine», a déclaré le général Ayoub Kacem. «Vous devez respecter notre volonté» et «obtenir l'autorisation de l'Etat libyen même pour les opérations de secours», a-t-il dit en s'adressant aux ONG. Ces annonces ont été faites par les autorités loyales au Chef du gouvernement d'union nationale (GNA) Fayez al-Sarraj, reconnu par la communauté internationale mais qui peine à asseoir son autorité en dehors de Tripoli. Ce gouvernement avait demandé en juillet un appui naval à l'Italie pour lutter contre les départs de migrants clandestins depuis les côtes libyennes. C'est dans ce cadre que le navire italien de transport

côtier et de maintenance «Tremiti» a accosté au port de Tripoli mardi «pour compléter l'appui logistique et technique commencé par les deux navires Vaccaro et Commandante Borsini aux forces de la Marine et aux gardes-côtes (...) à la demande du gouvernement libyen», a indiqué la Direction de la communication de la marine libyenne. La décision italienne d'envoyer des navires de la marine militaire a provoqué de vives réactions en Libye, le maréchal Khalifa Haftar, homme fort de l'est libyen et chef d'une force autoproclamée Armée nationale libyenne (ANL), ordonnant notamment à ses troupes d'empêcher l'entrée de navires étrangers dans les eaux libyennes. Rome fournit désormais formation, équipement et soutien technique aux gardes-côtes libyens et cherche aussi à limiter l'afflux de migrants en Libye même, grâce à un meilleur contrôle de ses frontières sud et une coopération avec des pays de transit comme le Niger, le Tchad et le Mali. Les défenseurs des droits de l'Homme estiment que la politique italienne de renforcer les garde-côtes libyens pour intercepter les migrants avant qu'ils ne gagnent les eaux internationales abandonne des milliers de personnes ayant droit à l'asile aux violences des milices.

A. D./AFP

Sahara occidental

Statu quo en raison de «l'escalade du régime marocain dans sa politique de surenchère»

Le Premier ministre sahraoui, Abdelkader Taleb Omar, a affirmé, jeudi à Boumerdès, que le statu quo «perdre toujours au Sahara occidental à cause de l'escalade du régime marocain dans sa politique de surenchère qui fait, a-t-il dit, que le peuple sahraoui ne peut pas rester inactif à l'infini». Dans un point de presse animé après l'ouverture officielle de la 8^e édition de l'Université d'été des cadres de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), M. Taleb Omar a souligné que le «statu quo perdure toujours au Sahara occidental à cause de l'escalade du régime marocain dans sa politique de surenchère qui fait, a-t-il dit, que le peuple sahraoui ne peut pas rester inactif à l'infini». «Tant que le peuple sahraoui n'a pas recouvert son droit à l'indépendance avec des méthodes pacifiques et légales, il demeure prêt à toutes les possibilités, dont le retour au combat armé», a-t-il déclaré. «Néanmoins, nous préférons, dans le contexte actuel, privilégier les solutions et les démarches pacifiques susceptibles de régler ce conflit, notamment par le biais des institutions des Nations unies», a-t-il dit. Le peuple sahraoui, a souligné à ce propos M. Taleb Omar, «est toujours en attente du nouvel envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies dans la région, depuis la promulgation de la résolution onusienne N° 23/51, en avril dernier»,

avant de pointer du doigt les entraves du régime marocain à ce sujet «pour gagner du temps». Entraves, a-t-il dit, qui sont une «source de davantage de tension», soulignant néanmoins l'option prise par le peuple sahraoui pour privilégier la démarche de l'ONU, qu'il a appelé à «davantage de rigueur et à ne pas perdre plus de temps». «Les violations des droits humains, par le régime marocain, dans les régions sahraouies occupées, les jugements arbitraires, de même que le trafic de drogues et des ressources sahraouies et autres pratiques illégales de l'occupant, ne sont pas faits pour créer les conditions idoines à une solution pacifique à la cause sahraouie», a-t-il encore estimé. Par ailleurs, le Premier ministre sahraoui a rappelé la position de la France «protectrice historique du régime marocain», avant d'exprimer son souhait que le nouveau président français «change de position», ou du moins, a-t-il dit, «qu'il prenne partie pour le Droit international et qu'il contribue à la paix en Afrique du Nord, en général». M. Taleb Omar a également appelé les nouvelles forces politiques en Espagne, au même titre que le gouvernement espagnol qui, selon lui, «n'a pas joué le rôle qui lui incombait historiquement dans la cause sahraouie, en dépit de l'avancée réalisée dans la position positive du peuple espagnol», à adopter une «position plus posi-

ve qui va contribuer au règlement du conflit, dans les plus brefs délais, en conformité avec les lois internationales». A l'ouverture de cette université d'été, le Premier ministre sahraoui a estimé que l'échec de la politique colonialiste du régime marocain a poussé ce dernier à «changer de stratégie, dans une tentative de trouver de nouvelles alliances». Il en veut pour preuve la signature, par le Maroc, de l'Acte constitutif de l'Union africaine, portant respect des frontières existant au moment de l'accession à l'indépendance et la défense de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de ses Etats membres, et ce, en dépit du fait que «les intentions expansionnistes de l'occupant marocain sont toujours les mêmes», a-t-il souligné.

500 participants à l'Université d'été des cadres du Polisario et de la RASD

Au moins 500 participants, entre cadres et membres du gouvernement de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et représentants du Front Polisario, ont pris part, jeudi à l'université de Boumerdès, à l'ouverture de l'université d'été des cadres du Polisario et de la RASD. Outre des chercheurs universitaires et autres représentants d'organismes et du mouvement associatif algé-

riens, cette 8^e édition a également vu la participation d'un nombre d'ambassadeurs étrangers en Algérie, de personnalités nationales et présidents de partis et du président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui. Lancée sous le nom du chahid Sahraoui Sidi Heidhouk, la manifestation qui se poursuivra jusqu'au 23 du mois courant est organisée sous le thème «Persévérance et fidélité au serment fait aux chouhada». Une série de communications ont marqué l'ouverture des travaux de cette édition, inaugurée par le Premier ministre sahraoui, Abdelkader Taleb Omar, qui a plaidé pour une meilleure promotion de la conscience des sociétés et organisations à travers des débats touchant les questions actuelles au double plan interne et externe. «Après 44 ans de combat continu pour son indépendance, le peuple sahraoui a fait montre d'une solidarité et d'une cohésion à toutes épreuves, en dépit des complots ourdis par ses ennemis», a ajouté M. Taleb Omar, soulignant l'engagement, plus que jamais, du peuple sahraoui avec son représentant légitime pour ses conceptions sacrées, a-t-il dit, tout en assurant que le temps n'a fait qu'affermir davantage sa conviction quant à la justesse de sa cause, ainsi que sa disponibilité à se sacrifier pour sa liberté.

O. T./APS



Trump

«Le feu et la colère» promis à Pyongyang, «peut-être pas assez»

■ Loin d'essayer de faire retomber la fièvre, Donald Trump a redoublé de virulence face à la Corée du Nord en estimant que sa formule «le feu et la colère» promis à Pyongyang n'était «peut-être pas assez dure».

Par Rosa F.

Mais le secrétaire américain à la Défense, Jim Mattis, a semblé plus prudent, insistant sur le fait que «l'effort américain est porté par la diplomatie» et mettant en garde contre le scénario «catastrophique» d'un conflit armé. Accusé par le régime de Kim Jong-Un d'avoir perdu la raison, le président américain a lui défendu sa formule controversée sur «le feu et la colère», estimant qu'elle n'était «peut-être pas assez dure». «Il est grand temps que quelqu'un parle haut et fort pour les habitants de notre pays et les habitants d'autres pays», a-t-il déclaré depuis son golf de Bedminster, dans le New Jersey, où il passe des vacances. Pyongyang a présenté son projet détaillé pour tirer quatre missiles au-dessus du Japon vers le

territoire américain de Guam, avant-poste stratégique des forces américaines dans le Pacifique sur la route de l'Asie. Cela constituera «un avertissement crucial aux États-Unis», a prévenu la Corée du Nord. Cette guerre rhétorique autour des programmes balistique et nucléaire de Pyongyang alimente les craintes d'une erreur de calcul qui aurait des conséquences catastrophiques sur la péninsule coréenne et au-delà. En juillet, le Nord a mené deux tirs réussis de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), mettant une bonne partie du continent américain à sa portée. Interrogé sur d'éventuelles frappes préventives, M. Trump, est resté évasif. «Nous nous préparons à de nombreux scénarios différents», a-t-il dit. «Si la Corée du Nord fait quoi que ce soit – ne serait-ce qu'en songeant à atta-



PH. D. T. R.

quer des gens que nous aimons, ou nos alliés, ou nous-mêmes – ils devront vraiment s'inquiéter». L'Australie a apporté hier matin son soutien aux États-Unis en cas d'attaque nord-coréenne. La région risque «une mini-crise des missiles cubains», a jugé John Delury, professeur à l'université Yonsei de Séoul. En 1962, l'installation de fusées nucléaires soviétiques à Cuba avait provoqué une surenchère et fait craindre à la planète une guerre atomique. Réaffirmant que la Chine, principal partenaire économique de Pyongyang, pouvait «faire beaucoup plus» pour mettre la pression sur le régime de Kim Jong-Un, le président américain a affiché sa conviction que les lignes allaient bouger sur ce front. «Ils savent ce que j'en

pense. Cela ne va pas continuer comme ça», a-t-il assuré. Hier, un journal officiel chinois a déclaré qu'en cas de conflit entre Washington et Pyongyang, la Chine ne devrait pas intervenir. Pékin doit «faire clairement savoir que si la Corée du Nord envoie des missiles menaçant le sol américain en premier lieu et que les États-Unis réagissent, la Chine restera neutre», a affirmé le quotidien *Global Times* dans un éditorial. En Corée du Sud, de plus en plus de voix s'élevaient pour que Séoul développe son propre arsenal nucléaire, compte tenu de la situation. Ainsi, le journal *Korea Herald* a déclaré dans un éditorial qu'«il est temps de commencer à réexaminer l'armement nucléaire». Une optique qui rendrait Pyongyang furieux.

Les propos incendiaires de M. Trump sont autant d'«absurdités», a déclaré le général Rak-Gyom, commandant des forces balistiques nord-coréennes, cité par l'agence officielle KCNA. «Un dialogue sensé n'est pas possible avec un gars comme ça qui a perdu la raison». L'armée nord-coréenne apportera les touches finales à son projet contre Guam d'ici la mi-août et le soumettra pour évaluation au jeune dirigeant nord-coréen, a-t-il ajouté. Quatre missiles seront tirés simultanément et survoleront les préfectures japonaises de Shimane, Hiroshima et Koichi, a expliqué l'armée. Les engins «voleront 17 minutes et 45 secondes sur une distance de 3 356,7 km, et s'écraseront en mer à 30 ou 40 km de Guam». Ils s'abîmeraient ainsi à l'extérieur des eaux territoriales américaines. Située dans le Pacifique-ouest, à quelque 3 500 km de la Corée du Nord, Guam compte des installations stratégiques américaines – bombardiers lourds à longue portée, chasseurs et sous-marins – qui participent régulièrement à des démonstrations de force sur et près de la péninsule coréenne, à la grande fureur de Pyongyang. Guam, une île où vivent 162 000 habitants, est également équipée d'un bouclier anti-missiles THAAD.



Points chauds

Comptes

Par Fouzia Mahmoudi

Le Parti socialiste, à l'agonie depuis les résultats catastrophiques des dernières élections présidentielles, connaît aujourd'hui des problèmes économiques qui lui font entrevoir la possibilité de devoir vendre son siège historique à la rue de Solferino. Et si ces derniers jours la publication des frais de la «Belle Alliance», une rencontre organisée par Jean-Christophe Cambadélis entre les différentes gauches, a fait scandale avec une note de plus de 500 000 euros, la publication des comptes de campagne de tous les participants au scrutin a également provoqué de nombreuses réactions. La campagne de Benoît Hamon a été «sérieuse et sobre», ont pourtant affirmé jeudi trois responsables de sa campagne présidentielle dans une tribune à *Libération*. «Nous n'avons en aucune manière à rougir de l'argent perçu et utilisé», écrit Régis Juanico, ex-trésorier de campagne du candidat PS, Mathieu Hanotin, ancien codirecteur de campagne et Bastien Recher, ex-secrétaire général administratif de la campagne. Les chiffres de la commission des comptes de campagne publiés indiquent que Hamon, éliminé dès le 1^{er} tour avec 6,36 % des voix, a dépensé 15,072 millions d'euros, un peu moins qu'Emmanuel Macron (16,698 millions), qui a remporté l'élection avec 66,1% des voix des suffrages au second tour. Mercredi dernier, sur LCI, le porte-parole du PS, Julien Dray, avait estimé qu'il fallait «demander des comptes» au candidat et réclamé un audit. «C'est beaucoup de sous pour un résultat très modeste, avait-il dit, nous sommes un certain nombre à avoir beaucoup d'interrogations sur la manière dont a été géré ce budget». «Oui, Benoît Hamon a dépensé 6,58 euros par voix gagnée quand Emmanuel Macron n'en a dépensé qu'1,9», écrivent les responsables de sa campagne, en ajoutant qu'«avec un parti divisé, la déloyauté inédite de nombreux dirigeants socialistes (...) et une campagne électorale éclair», celui qui était alors député des Yvelines «avait toutes les raisons de compenser les difficultés par des dépenses supplémentaires». «Ce choix n'a pas été fait et les dépenses sont restées dans le budget initial prévu», assurent-ils, soulignant que le niveau des dépenses au premier tour est «inférieur à celui des principaux candidats des élections de 2007 et de 2012», et que Hamon a été «le seul candidat à avoir fait le choix très net de publier la liste intégrale de ses grands donateurs». Hamon semble surtout faire les frais de la colère de ceux qui voient leur parti relégué en seconde ligne, incapable désormais de compter dans le débat public, mais Manuel Valls par exemple aurait-il eu un meilleur résultat ? Rien n'est moins sûr. Mais les socialistes à l'heure du bilan ont un bouc émissaire tout désigné qui fera les frais de leur colère, alors qu'aujourd'hui la question est surtout de savoir comment un jeune parti d'un an à peine a réussi à l'aide de son candidat novice en politique à leur «voler» leurs membres et surtout leur électorat ? Hamon ne peut certainement pas expliquer à lui seul ce phénomène qui est le résultat d'une mauvaise gestion d'ensemble. Un ensemble qui continue à se préoccuper de faux problèmes plutôt que de se demander pourquoi les Français ne veulent plus du PS que ce soit à l'Élysée ou à l'Assemblée.

F. M.

Corée du Sud

Les appels demandant un arsenal nucléaire se multiplient

Amesure que la querelle s'envenime entre les États-Unis et la Corée du Nord, les appels se multiplient au Sud pour que Séoul se dote de son propre arsenal nucléaire, ce qui ne ferait que compliquer davantage la situation. Environ 28 500 soldats américains sont déployés en Corée du Sud pour défendre ce pays contre le Nord. Séoul n'a pas le droit de fabriquer ses propres armes nucléaires depuis la signature en 1974 d'un traité sur l'énergie atomique avec Washington, lequel le protège en retour avec son «parapluie nucléaire». Mais Pyongyang menace régulièrement de transformer Séoul en «mer de flammes». Et les interrogations sur la volonté réelle de Washington de défendre Séoul au risque de mettre des villes américaines en danger se font de plus en plus lancinantes. Les médias ont pris la tête d'une campagne pour demander aux autorités de changer leur fusil d'épaule. La Corée du Sud est en pointe dans les domaines technologiques et les analystes estiment qu'elle pourrait mettre au point une bombe nucléaire quelques mois seulement après l'avoir décidé. «Le temps est venu d'évaluer les armes nucléaires», écrit

hier le *Korea Herald* dans un éditorial. En juillet, Pyongyang a mené deux essais réussis de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), mettant une bonne partie du continent américain à sa portée. «La confiance dans le parapluie américain peut être ébranlée», avertit le journal. Et d'appeler Washington à déployer des armes atomiques au Sud s'il ne veut pas voir Séoul se doter de son propre arsenal. Après la guerre de Corée (1950-53), les États-Unis avaient déployé certains de leurs armements nucléaires au Sud mais les avaient retirés lorsque les deux Corées avaient fait la promesse conjointe en 1991 de parvenir à une péninsule dénucléarisée. Puis, Pyongyang a mené en 2006 son premier essai nucléaire, et a renoncé officiellement à cet engagement en 2009. Ces derniers mois, les tensions se sont envolées, atteignant de nouveaux sommets cette semaine lorsque le président Donald Trump a promis à Pyongyang «le feu et la colère». En retour, le Nord a affirmé que le président américain avait «perdu la raison» et annoncé un plan précis pour tirer quatre missiles vers le territoire américain de Guam, dans le Pacifique. Cette nouvelle guerre

rhétorique inquiète des Sud-Coréens pourtant habitués aux diatribes hostiles du Nord. Un conflit avec le Nord aurait des conséquences dévastatrices sur la quatrième économie d'Asie, qui est à portée des forces d'artillerie conventionnelles considérables de Pyongyang. «La catastrophe plane», a écrit cette semaine le quotidien *Chosun*. «Toutes les options, même celles qui étaient impensables, doivent être sur la table». Pyongyang, qui rêve de mettre au point un ICBM capable de délivrer une bombe nucléaire sur le continent américain, a mené au total cinq essais nucléaires, dont trois depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-Un en décembre 2011. L'année dernière, une enquête montrait qu'environ 57% des Sud-Coréens étaient favorables à l'idée d'avoir un arsenal nucléaire, contre 31% d'avis contraires. «Nous devons disposer de nos propres options militaires pour défaire le Nord», juge le *Korea Economic Daily*, appelant à «l'équilibre de la terreur». Il ne fait aucun doute que Pyongyang serait furieux si Séoul avait la bombe, lui qui justifie ses programmes balistique et nucléaire par la nécessité de se défendre face aux menaces d'invasion de son territoire.



Holi festival of colors

Plusieurs activités au menu

■ La troisième édition du Holi festival of colors revient dans sa troisième édition au plaisir de la population de la ville de Béjaïa. Les estivants présents sur les plages de la ville vivront, à partir d'aujourd'hui, d'agréables moments de joie, de danse et de chant. Au menu, des tournois de beach tennis et beach volley, des démonstrations de sports aquatiques (planche à voile, jet-ski, flyboard, kitesurf, ...) et des concerts de tech/deep-house, avec aux platines des jeunes talents.

Par Abia Selles

Après le succès des deux dernières éditions, le Festival of Colors revient pour la troisième année consécutive sur les plages de Béjaïa afin d'offrir aux estivants de cette ville des moments de joie, de rire et de plaisir. En effet, c'est à partir du port de Tala Ilef (Saket) que le coup d'envoi de cette manifestation venue d'Inde et qui à l'origine célèbre le retour du printemps, sera donné aujourd'hui. Cette manifestation culturelle haute en couleur se veut être des moments de communion partagée par des milliers de personnes durant une seule journée. Des jets de peinture et de la danse en sont le point fort mais le festival promet bien plus. Au menu des organisateurs il y a de l'animation artistique, de la musique et un concours de danse, avec entre autres Amel Zen, Meziane & Chibane et Freeklane à l'affiche. C'est une journée où plusieurs arts se réunissent au bonheur des estivants. En Algérie, le premier «Holi Festival of Colours» s'est tenu les deux dernières années à Béjaïa où des centaines de personnes se sont données rendez-vous à la plage de Saket. Plusieurs activités sont prévues à chaque fois, notamment des tournois de beach tennis et beach volley, des démonstrations



de sports aquatiques (planche à voile, jet ski, flyboard, kitesurf, ...) et des concerts de tech/deep-house, avec aux platines des jeunes talents. Entre

autres attractions (toboggans aquatiques, trampolines, baby-foot géant, parachute ascensionnel, ...). Des jeunes et des moins jeunes ainsi que des familles

assistent à chaque fois au festival et passent d'agréables moments de joie, de compétition et de rire.

A. S.

Rendez-vous culturels

Musée des antiquités et des arts islamiques (Télémy)

Jusqu'au 30 octobre :

Une exposition nommée «D'Icosim à Alger : 22 siècles d'Histoire» invite les Algérois à se familiariser avec des objets archéologiques récemment découverts au niveau de la capitale.

Palais des Rais Bastion

23 Jusqu'au 5 octobre :

«Les jardins d'Alger» s'exposent au niveau de la capitale.

Du 3 au 12 août :

«C'était écrit» est le thème d'une Expo peinture plus une performance de Aïtouche Sneak.

Du 31 aout au 9 septembre :

Exposition intitulée «Jardins éternels, jardins fragiles».

Du 14 au 23 septembre :

Exposition «Jardins d'Alger» Par Akacha Talbi, plasticien.

Port de Tala Ilef (Saket)

12 août :

Le Holi Festival of Colors, renommé pour l'occasion «Festival of Colors», revient pour la 3^e année consécutive sur les plages de Béjaïa. Galerie Sirius (139, Bd Krim-Belkacem, Télémy, Alger-centre)

Jusqu'à fin août :

Exposition de peinture «De toits à moi» de Valentina Ghanem Pavlovskaya, en hommage à l'artiste Valentin Vasilivitch Pavlovsky.

L'Institut du monde arabe

Un hommage sera rendu à Amar Ezzahi en décembre

L'Institut du monde arabe de Paris continue de proposer à son public des spectacles et des activités de haute facture, mettant en valeur la culture et l'art algérien dans toutes ses dimensions. Pour le mois de décembre prochain, un hommage est au programme pour revenir sur l'œuvre et le parcours artistique d'un grand artiste algérien. En effet, un hommage à Amar Ezzahi, disparu en novembre 2016, animé par le chanteur Kamel Aziz est prévu le 3 décembre

prochain à l'Institut du monde arabe (IMA) à Paris, ont annoncé les organisateurs. Chantre de la chanson chaâbie, Amar Ezzahi avait régné en maître sur ce genre populaire auquel il avait consacré plus de 50 ans de sa vie. Des funérailles populaires à la mesure de la notoriété de l'artiste et de sa légendaire discrétion avaient été organisées dans les rues d'Alger, envahies à cette occasion par des milliers de fans venus de tous les coins d'Algérie. L'Institut du monde arabe, une ins-

titution à vocation culturelle, œuvre, depuis sa création en 1987, à faire connaître les cultures plurielles des pays arabes, tout en se posant comme une tribune d'échanges et de dialogue entre le Nord et le Sud. Doté d'un budget annuel de 24 millions d'euros, fourni à parts égales par la France et l'ensemble des 22 pays arabes, membres de son Conseil d'administration, l'institut accueille régulièrement des artistes de tous bords. H. F.

Prévu pour les 18 et 19 août

«Terroir et Artisanat» mis en valeur à Ouled Fayet

Les métiers artisanaux sont très nombreux dans notre pays. Ces métiers diffèrent d'une région à l'autre, offrant à la population locale et aux touristes le plaisir de découvrir des œuvres pleines de créativité tout en préservant leur authenticité. Un événement consacré à l'artisanat et au terroir attend les Algérois le week-end du 18 au 19 du mois d'août courant et ce, dans le quartier de Ouled Fayet (ouest d'Alger). Le Fayet club organise les 18 et 19 août un «shopping d'artisanat et de terroir», où

artistes, artisans et décorateurs viendront exposer leurs dernières créations. Des bougies personnalisées aux objets de céramique

en passant par des mets certifiés homemade, vous trouverez de tout durant ces deux jours d'activités. L'événement ouvrira ses

portes à 16h et se poursuivra jusqu'à minuit, durant les 2 jours. L'accès est par ailleurs libre et gratuit.

F. H.

Opéra d'Alger

Akli Yahiaten anime un grand concert

L'Opéra d'Alger organise un concert événement le 20 août prochain, avec un grand nom de la musique algérienne et kabyle à l'affiche : Akli Yahiatene. «Le Grand Concert», du nom de l'événement, viendra rendre hom-

mage à la voix d'une génération durant la colonisation. Le chantre de la musique kabyle animera ce concert avec des titres atemporels tels que «*Yal Menfi*», repris par plusieurs artistes depuis, à l'image de Rachid Taha et Cheb

Khaled. Yahiatene animera donc ce Grand Concert à l'Opéra d'Alger, le 20 août, à partir de 19h. Le prix du ticket a été fixé à 500 DA et il sera à acheter au niveau de l'Opéra dès la semaine prochaine.

R. C.



Coup-franc direct

Une initiative louable

Par Mahfoud M.

La sélection nationale revient au stade Hamlaoui de Constantine après une absence de plusieurs années, où les Verts ne souhaitent pas être délogés du stade Tchaker de Blida par superstition, surtout après avoir réussi à se qualifier à la phase finale de la CAN à plusieurs reprises tout en arrachant deux qualifications au Mondial. Le nouveau sélectionneur, Alcaraz, n'a pas caché son intention de jouer dans plusieurs stades du pays et refuse de rester dans une seule enceinte comme l'ont fait ses prédécesseurs. Pour lui, il faut procurer de la joie à tous les supporters du pays en leur permettant de voir de plus près la sélection nationale. C'est en fait une louable initiative vu que la sélection appartient à tout le monde et pas seulement à une région au détriment de l'autre. Ce n'est qu'avec de telles initiatives qu'on crée une certaine symbiose entre le public algérien et la sélection qui le représente. Il ne faut pas éloigner les Verts des fans puisqu'il s'agit de leur équipe. La FAF a certes pris le taureau par les cornes en décidant de changer de domiciliation, mais cela ne devrait pas s'arrêter là. Il faudra continuer à sillonner le pays en jouant dans d'autres stades qui pourraient, eux aussi, prétendre accueillir la sélection nationale.

M. M.

Betis Séville

Ryad Boudebouz s'engage officiellement

LE MILIEU offensif de l'équipe nationale, Ryad Boudebouz, s'est engagé, ce mercredi, pour 4 ans avec Betis Séville. Boudebouz va découvrir ainsi un nouveau championnat, après des expériences à Sochaux, Bastia et Montpellier.

Après avoir satisfait à la traditionnelle visite médicale mardi, l'ex-joueur montpelliérain, 27 ans, auteur de 11 buts et 9 passes décisives la saison dernière, a officiellement été présentée par sa nouvelle équipe ce mercredi matin.

Des statistiques impressionnantes qui lui ont servi de tremplin vers l'Espagne, un championnat qu'il avait érigé en priorité tant il correspond à ses caractéristiques footballistiques. «Aujourd'hui, je fais un pas dans

ma carrière en signant dans un club emblématique d'Espagne. J'ai envie d'évoluer, et d'aller chercher des Coupes, je sais qu'avec ce club je pourrais le faire pour aller chercher encore plus haut», a déclaré Ryad au site officiel du Bétis Séville.

Boudebouz rejoint le Bétis, 15^e du dernier exercice en «Liga», où évolue déjà son compatriote Aïssa Mandi, coéquipier en sélection. Il s'engage également dans un championnat où ses qualités techniques – vision du jeu, jeu court, dribble – ont de grandes chances de s'épanouir. «Je voulais venir au Bétis et quand Aïssa m'a dit que l'entraîneur s'intéressait à moi et m'a décrit l'ambiance çà m'a motivé encore plus», a indiqué l'international algérien.

Volleyball/Championnat d'Afrique des nations 2017

La sélection se prépare à Alger

L'ÉQUIPE nationale seniors hommes a entamé mercredi un stage de préparation à Alger et ce, jusqu'au 16 août, en vue du Championnat d'Afrique des nations prévu du 17 au 24 août au Congo, a indiqué la Fédération algérienne de volleyball (AFVB) sur son site internet.

Treize joueurs prennent part à ce stage. Il s'agit de Bouyoucef Sofiane, Abiyad Mohamed Walid, Abdellah Chaouche Zaki, Ould Cherchali Islam, Hosni Sofiane, Achouri Lyes, Mahdjoubi Toufik, Kerboua Ahmed Amir, Soualem Billal,

Oumessaad Mohamed Amine, Aid Zakaria, Dekkiche Ayyoub et Dallil Fayçal.

La sélection est encadrée par un staff technique composé de trois entraîneurs, en l'occurrence Ikhedji Mouloud (entraîneur en chef), Benkortbi Sid Ali (entraîneur-adjoint/statisticien) et Taguia Alaeddine (entraîneur-adjoint/préparateur physique).

Selon la même source, les entraînements des «Verts» se déroulent à l'INFS/STS d'Aïn Bénian (Alger) et à la salle omnisports de Bou Ismail, dans la wilaya de Tipasa.

Mondial 2017 de handball U 19

Le Sept national battu par l'Allemagne

LA SÉLECTION algérienne de handball des moins de 19 ans (garçons) a concédé une deuxième défaite au Championnat du monde de la catégorie, en s'inclinant devant son homologue allemande sur le score de 19 à 37, en match comptant pour la 2^e journée du groupe B disputé mercredi à Tbilissi.

Lors de la première journée, disputée mardi, l'Algérie s'était inclinée face au pays organisateur, la Géorgie 24 à 28.

Dans les autres rencontres du groupe B, l'Islande a battu le Chili (27-22) et le Japon s'est imposé devant la Géorgie (30-22).

Jeudi, les équipes du groupe B bénéficieront d'une journée de repos avant de reprendre la compétition vendredi. Le Sept algérien disputera sa troisième rencontre du Mondial-2017 face au Chili à 9h00 (heure algérienne).

Les quatre premiers de chaque poule se qualifieront pour les huitièmes de finale du tournoi.

Eliminatoires de la CHAN 2019/Algérie-Lybie ce soir à Constantine Les Verts pour un nouveau départ

■ L'EN A' reçoit ce soir son homologue libyenne pour le compte de la manche aller des éliminatoires du Championnat d'Afrique des Nations (CHAN 2019) dont la phase finale se déroulera au Kenya.

Par Mahfoud M.

Une fois n'est pas coutume, le match se jouera à Constantine et non au stade Tchaker de Blida comme ce fut le cas lors des précédentes sorties de la sélection nationale. Sous la conduite du sélectionneur national Lucas Alcaraz, les Verts tenteront de réussir cette première sortie et de l'emporter pour pouvoir gérer le match retour qui se déroulera dans une semaine au stade Meheri de Sfax. Il faut savoir que cela fait plus de deux ans que l'Algérie n'avait pas pris part à cette compétition après avoir été sanctionnée par la CAF en raison de son forfait justifié lors des éliminatoires face à la Lybie. Les Verts ont donc à cœur de se qualifier cette fois-ci à la phase finale du CHAN, surtout que la plupart des joueurs savent qu'ils ont peu de chances de faire partie de l'EN A et de disputer la CAN en raison de la politique de la FAF depuis quelques années qui compte à chaque fois sur les expatriés. Pour ce match, le coach national a fait appel aux meilleurs joueurs de la Ligue 1, avec des éléments évoluant à l'ESS, l'USMA, le



Les Verts souhaitent prendre une avance sur les Libyens

NAHD, le CSC, mais aussi le nouveau promu en Ligue 1, le PAC. Alcaraz qui a réussi ses débuts avec l'EN A veut en faire de même avec cette sélection composée de joueurs locaux qu'il souhaite emmener en phase finale du CHAN. Les Verts compteront sur le public bouillonnant de Constantine pour réussir à l'emporter lors de cette première manche et obtenir une avance sur les Libyens, même si ces derniers ne se présenteront pas en victime expia-

toire et feront tout leur possible pour l'emporter. Pour Bedrane, le milieu de terrain de l'ES Sétif, il s'agit de bien négocier cette première manche et tenter de l'emporter avec une marge sécurisante pour espérer arracher le billet de qualification, tandis que le nouveau gardien du CSC, Rahmani, espère que le public des «Sanafir» sera au rendez-vous aux côtés de la sélection nationale lors de cette difficile confrontation.

M. M.

Classement FIFA

L'EN à la 48^e place

L'Algérie a conservé sa 48^e place au classement de la Fédération internationale de football (FIFA) du mois d'août 2017, publié jeudi par l'instance mondiale sur son site web.

Les «Verts», qui totalisent 667 points, n'ont gagné aucune place par rapport au précédent classement publié le 6 juillet dernier. Sur la scène continentale, l'Algérie occupe toujours la 8^e place derrière l'Égypte (25^e, 866 points), la RD Congo (28^e, 822),

le Sénégal (31^e, 794), la Tunisie (34^e, 776), le Cameroun (35^e, 737), le Nigeria (38^e, 716) et le Burkina Faso (47^e, 678).

La Zambie, prochain adversaire des hommes de Lucas Alcaraz lors des 3^e et 4^e journées des éliminatoires du Mondial-2018 au mois de septembre, a gagné 7 places et se retrouve 92^e avec 369 points.

En haut du classement, le Brésil a fait son retour en tête, un mois après avoir été détrôné par

l'Allemagne (2^e). L'Argentine est 3^e. La Suisse est 4^e alors que la Pologne est 5^e, «le meilleur classement de son histoire», selon la FIFA. Les deux nations profitent du recul du Portugal qui perd deux places. Le seul autre mouvement du Top 10 concerne la Belgique, qui gagne une place et chipe ainsi la 9^e position à son voisin français.

Le prochain classement FIFA sera publié le 14 septembre 2017.

MC Alger

Bernard Casoni à la barre technique

Après le départ de Kamel Moussa et les refus de l'Égyptien Hassan Shehata et de l'Espagnol Fernando Vasquez, le MCA a jeté son dévolu sur l'ancien sélectionneur de l'Arménie, qui a débarqué à Alger mercredi en fin de journée. Après avoir négocié avec le directeur géné-

ral du «Doyen», Kamel Kaci-Saïd, les termes de son contrat, Casoni (55 ans) a paraphé son bail qui le liera au MCA, en présence du président du Conseil d'administration de la SSPA/MCA, Zaïd Laâdj, qui avait promis aux supporters un coach «étranger d'envergure».

Au cours de sa carrière d'entraîneur, Casoni a dirigé plusieurs clubs, que ce soit en France (Marseille, Bastia, Auxerre ou encore Lorient qui l'a limogé après la relégation de l'équipe en Ligue 2 à l'issue de la saison 2016-2017), ou à l'étranger (en Tunisie notamment avec l'ES Sahel, le Stade tunisien et le Club africain).

Il a eu aussi une courte expérience en Hongrie avec le FC Videoton qui l'a renvoyé pour de mauvais résultats et a réalisé

deux accessions de suite avec Evian : d'abord en Ligue 2 française en 2010 puis en Ligue 1 en 2011. Comme joueur, il a notamment été trois fois champion de France avec Marseille en 1991, 1992 et 1993 et remporté la Ligue des champions d'Europe avec les Phocéens en 1993 contre Milan. Le MCA est toujours en course en Coupe de la Confédération africaine (CAF) où il va affronter le Club Africain de Tunis en septembre prochain dans le cadre des quarts de finale.

Les coéquipiers de la nouvelle recrue Sofiane Balegh (ex-USM Bel-Abbès) se sont envolés mercredi en France pour un stage de 12 jours à Vichy (165 km de Lyon) au cours duquel «3 à 4» matchs amicaux seront au programme.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Crash d'un hélicoptère Tassili Airlines Risque de perturbations de l'alimentation électrique à Douéra



DES PERTURBATIONS de l'alimentation électriques risquent d'être enregistrées au niveau de certaines localités de Douéra, suite au crash d'un hélicoptère de Tassili Travail Aérien (filiale de Tassili Airlines) survenu jeudi à proximité d'une ligne très haute tension (220 kv) de Boufarik-Ouled Fayet, a indiqué la Société de distribution de l'électricité et du gaz d'Alger

(SDA) dans un communiqué. A cet effet, la SDA assure que ses équipes sont mobilisées en cas de perturbation de l'alimentation électrique. Pour rappel, un hélicoptère de Tassili Travail Aérien a eu lieu jeudi à 10h45 au lieu dit Dkakna à Douéra (Alger). Cet appareil a été affrété auprès de Tassili Travail Aérien par l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (Anesrif). **Imène B.**

Lutte antiterroriste à Djelfa et Jijel

Trois bombes de confection artisanale détruites et un abri pour terroristes découvert

UN DÉTACHEMENT de l'Armée nationale populaire (ANP) a détruit, mercredi à Djelfa, trois bombes de confection artisanale, tandis qu'un autre détachement a découvert à Jijel un abri pour terroristes contenant divers objets, a indiqué avant-hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Par ailleurs, dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des gardes-frontières «ont saisi à Tlemcen 93 kilo-

grammes de kif traité et 9 560 comprimés psychotropes, tandis que 1 092 unités de différentes boissons et 12 quintaux de tabac ont été saisies à Mascara et El Oued». En outre, à Tamanrasset, des détachements de l'ANP «ont arrêté trois contrebandiers et saisi un véhicule tout-terrain et 13 détecteurs de métaux», tandis que d'autres détachements et des éléments de la Gendarmerie nationale «ont intercepté 53 immigrants clandestins de différentes nationalités à Adrar et In Amenas».

Soutien aux groupes terroristes

Trois personnes arrêtées à Batna

TROIS PERSONNES ont été arrêtées avant-hier à Batna par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) pour soutien aux groupes terroristes, selon un communiqué du ministère de la Défense nationale rendu public hier. Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP ont arrêté, à Tamanrasset, In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar quatre contrebandiers et saisi quatre véhicules tout-ter-

rain, trois motos, ainsi que 1,175 tonne de denrées alimentaires et divers outils d'orpillage. «D'autre part, sept immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés par les éléments de la Gendarmerie nationale à Tlemcen et El Bayadh», souligne la même source qui ajoute que des unités de gardes-frontières ont déjoué à Souk Ahras, Tébessa, El-Taref/5 RM, des tentatives de contrebande de (17 666) litres de carburant. **L. N.**

Somalie

Un mort dans un attentat suicide à Mogadiscio

UN KAMIKAZE s'est fait exploser hier près d'une mosquée, dans le centre de la capitale somalienne, Mogadiscio, tuant un soldat, annonce la police. «Un kamikaze s'est fait exploser devant la mosquée. Pour le moment, le kamikaze et un soldat sont morts», a déclaré le major de la police Mohamed Hussein. La semaine dernière une violen-

te explosion a frappé le centre de la capitale somalienne Mogadiscio. Par la suite, des coups de feu ont été signalés. Selon le capitaine de police Mohamed Hussein, l'explosion a eu lieu sur la route Maka Almukarramah et a tué au moins deux piétons, alors que la cible exacte était inconnue. **Aymen N.**

EUROPE LES MIGRANTS S'ÉCHOIENT TOUJOURS SUR CES PLAGES



Loumis

Djalou@hotmail.com

Figures emblématiques de la scène culturelle de la région

Ath Douala rend hommage à Matoub Lounès, Mouloud Feraoun, Amar Imache et Rachid Aliche

■ Un hommage à quatre figures emblématiques de la scène culturelle et du mouvement national algérien de la région de Ath Douala, en l'occurrence Lounès Matoub, Mouloud Feraoun, Amar Imache et Rachid Aliche, a été rendu jeudi par la Fondation Matoub Lounès en collaboration avec les associations culturelles locales.

Par Lahna N.

Les activités commémoratives se sont déroulées au niveau de la localité d'Ath Douala qui a abrité des expositions, des conférences et des témoignages sur l'œuvre et le combat des quatre personnalités, toutes originaires de cette région connue pour son engagement dans la cause nationale pour l'indépendance de l'Algérie, mais aussi pour la promotion de la culture et la chanson algériennes d'expression kabyle, a indiqué la présidente de la Fondation, Malika Matoub. Imache Amar est connu pour avoir été le secrétaire général de l'Etoile nord-africaine (ENA),

Mouloud Feraoun est l'écrivain qui avait défendu la cause de son pays par la plume avant d'être assassiné le 15 mars 1962 par les éléments de l'Organisation armée secrète (OAS) à El Biar (Alger), alors que Rachid Aliche était l'un des acteurs des événements d'avril 1980 et un militant de la cause identitaire, a-t-elle rappelé. Matoub Lounès, quant à lui, est le chanteur qui avait bercé des années durant des milliers de fans par sa voix exceptionnelle, la force de la parole et les mélodies douces et attractives adaptées aux thèmes de ses chansons, avant d'être tué le 25 juin 1998 par des terroristes à Takhoukht (Tizi Ouzou). La prési-

dente de la Fondation Matoub-Lounès a expliqué que le principal objectif de cette initiative est de fédérer le mouvement associatif de la région des Ath Douala en vue d'organiser des actions communes dans le cadre de la promotion de l'activité culturelle. A partir de l'année prochaine, ce rendez-vous sera hissé en festival annuel en collaboration avec les associations culturelles actives au niveau local, en vue de faire connaître le travail des hommes et des femmes qui ont œuvré pour l'indépendance de l'Algérie et l'épanouissement de la culture amazighe, a-t-elle précisé. **L. N.**

Intoxications alimentaires, accidents de la route et noyades

Vaste campagne de sensibilisation sur Alger

Les consommateurs d'Alger, El Aman, organise depuis hier à l'esplanade du port El-Djemila (ex-La Madrague) à Ain-Benian, des journées portes ouvertes dans le cadre de la campagne estivale de sensibilisation contre les intoxications alimentaires, les accidents de la route, les accidents sur les plages et les noyades.

Le président de l'association, Hassan Menouar, a indiqué à l'APS qu'il concentre son activité sur ces trois domaines car il y a de nombreux décès, que ce soit pendant toute l'année ou durant la saison estivale, et qu'il y a lieu

d'agir sur la prévention de la population. Il rappelle que le coup d'envoi de cette campagne a été donné le 28 juillet dernier à Alger. A cette occasion, il avait indiqué à titre d'exemple, que 6 004 victimes d'intoxications alimentaires ont été enregistrées en 2016, se référant aux données du ministère de la Santé. Par ailleurs, un guichet du consommateur est installé sur le lieu de la manifestation pour recevoir et orienter les consommateurs plaignants et traiter leurs plaintes, a précisé M. Menouar. Selon lui, de nombreuses plaintes sont reçues par l'association, notamment en ce qui concerne le marché des

véhicules quant au non-respect des délais livraison, de garantie et de service après-vente. Des plaintes sont aussi reçues en ce qui concerne des activités diverses comme celles des camions-dépanneurs, des laboratoires d'analyses médicales, du commerce de l'électroménager et des cosmétiques. «On dresse un bilan mensuel transmis, entre autres, aux ministères du Commerce, des Transports et des Travaux publics, de l'Agriculture et du Développement rural pour rendre compte de ces situations», a conclu M. Menouar. **Hania M.**